

Ne regardez pas ailleurs

Celia Dehouche, Emanuel Guay, Rizwan Khan and Mohammad-Afaaq Mansoor

Number 4, Spring 2022

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/99079ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue L'Esprit libre

ISSN

2563-5425 (print)

2564-1824 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dehouche, C., Guay, E., Khan, R. & Mansoor, M.-A. (2022). Ne regardez pas ailleurs. *Siggi*, (4), 55–57.

Ne regardez pas ailleurs

CELIA DEHOUCHE,
EMANUEL GUAY,
RIZWAN KHAN et
MOHAMMAD-AFAAQ
MANSOOR,
Montréal

Celia, Emanuel, Rizwan et Mohammad étudient respectivement en infographie, en sociologie, en droit et en science politique. Les quatre travaillent ou ont déjà travaillé au Comité d'action de Parc-Extension (CAPE). Fondé en 1986, cet organisme est dédié à la défense des droits des locataires de Parc-Extension, un quartier montréalais caractérisé par un taux de pauvreté élevé, une population majoritairement issue de l'immigration et un embourgeoisement qui s'est grandement accéléré au cours des dernières années. C'est depuis «le terrain» qu'ils et elles nous offrent un portrait de l'état du droit au logement à Montréal.

On voit beaucoup de choses en s'impliquant dans un comité logement. On voit des locataires aux prises avec des problèmes de coquerelles, de souris, de punaises de lit, qui craignent de perdre leur logement, qui désespèrent d'en trouver un autre. On voit des familles qui composent comme elles peuvent avec la négligence de leur propriétaire, la violence économique, verbale et parfois physique, le harcèlement, les difficultés à faire valoir leurs droits lorsqu'elles n'ont pas la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente, la discrimination contre les individus racisés et les ménages avec des enfants, les innombrables visages du mépris et de l'humiliation. On assiste aussi à des scènes déchirantes le 1^{er} juillet, jour du déménagement au Québec. On trouve des vies sur le trottoir : des photos, des jouets, des souvenirs, tout ce qui compose un chez-soi, un sentiment que notre existence compte. Depuis quelques années, ces drames deviennent plus courants à Parc-Extension. Le quartier s'embourgeoise rapidement, le prix des loyers augmente à une vitesse fulgurante et les évictions se multiplient. Les locataires à faible revenu sont de plus en plus souvent contraint·e·s de quitter le quartier ou d'emménager avec plusieurs autres personnes, parfois jusqu'à neuf ou dix, dans des appartements de taille insuffisante. Un grand nombre de locataires n'osent plus demander à leurs propriétaires de régler les problèmes d'insalubrité dans leur logement ou d'effectuer les réparations nécessaires, par crainte qu'une telle demande mène à une montée drastique de leur loyer ou à une éviction. Dans son ouvrage sur les expulsions, la sociologue Saskia Sassen affirme que « nos économies politiques avancées ont créé un monde où la complexité a trop souvent tendance à générer une brutalité primaire ». Les causes de l'embourgeoisement de Parc-Extension sont complexes, mais ses conséquences pour les locataires les plus vulnérables sont brutalement simples : une plus grande instabilité résidentielle, un processus d'appauvrissement avec la hausse des loyers, une plus faible probabilité de vivre dans un logement décent et les nombreux effets négatifs, tant pour la santé physique que mentale, qui accompagnent ces différentes réalités.



Chantier de construction au sud de Parc-Extension. Le projet immobilier comprend des logements avec des loyers variant entre 1175 \$ et 2950 \$ par mois (photo : Celia Dehouche).

«*Le pouvoir, c'est aussi la possibilité d'ignorer la souffrance d'autrui.*»

Le Comité d'action de Parc-Extension (CAPE) affronte ces différents phénomènes. Les locataires avec lequel·le·s nous travaillons nous partagent régulièrement l'impression que personne ne les écoute, qu'ils et elles se butent à de l'indifférence ou à du dédain lorsqu'ils et elles parlent des problèmes d'insalubrité dans leur appartement, du stress qui accompagne une menace d'éviction ou de la discrimination dont ils et elles sont la cible. Selon l'anthropologue Nancy Scheper-Hughes, «regarder, écouter, toucher, enregistrer peuvent être, lorsqu'ils sont faits avec soin et sensibilité, des actes de fraternité et de sororité, de solidarité. Avant tout, ils constituent un travail de reconnaissance. Ne pas voir, ne pas toucher, ne pas enregistrer peuvent être des actes hostiles, une manière d'être indifférent·e et de regarder ailleurs». Le pouvoir n'est pas seulement une question de contrôle ou d'accès à un ensemble plus ou moins vaste de ressources. Le pouvoir, c'est aussi la possibilité d'ignorer la souffrance d'autrui, de se mettre à l'abri de la violence du monde, d'oublier les personnes et les communautés qui sont constamment exposées à cette violence. Soutenir les locataires face à leurs problèmes immédiats est une première étape.

¹ Saskia Sassen, *Expulsions. Brutalité et complexité dans l'économie globale*, Paris, Gallimard, 2016, p. 13.

¹ Nancy Scheper-Hughes, *Death Without Weeping: The Violence of Everyday Life in Brazil*, Berkeley, University of California Press, 1992, p. 28 (notre traduction).



Deux membres du CAPE participent à une campagne pour exiger que la Ville de Montréal achète un terrain afin que la Coopérative Un Monde Uni puisse y développer un projet de logements sociaux (photo : Celia Dehouche).

Nous devons aussi mener une mobilisation de long terme pour la construction d'un plus grand nombre de logements sociaux, coopératifs et communautaires, un contrôle obligatoire des loyers et l'adoption de mesures contre la spéculation immobilière, autant d'objectifs qui ne peuvent être atteints qu'en entretenant des communautés fortes, qui se font confiance et qui agissent ensemble pour changer les choses. Nous devons non seulement appuyer les locataires dans la défense individuelle de leurs droits, mais aussi contribuer au développement de liens entre eux et entre elles, en les invitant à participer à nos mobilisations et en tenant des rencontres publiques et des activités festives. Les formes que prend notre engagement évoluent, et elles ne sont pas réductibles à un organisme ou à un mouvement en particulier.

Le plus important est d'entretenir un désir d'intervenir, de favoriser la passation des savoirs et des expériences, la mise en valeur des talents de chacun·e et le coapprentissage, afin de contribuer au développement de réseaux d'entraide et d'une intelligence collective sur les manières de résister et de construire ensemble des solutions. Les stratégies utilisées par le CAPE sont appelées à changer avec le temps, mais elles sont liées par des principes communs : écouter et prendre soin, offrir un soutien immédiat et élaborer des solutions pour contrer les nombreuses injustices qui caractérisent notre époque, pour contrer le durcissement des inégalités, le racisme systémique et la crise du logement. Face à ces injustices, nous devons nous organiser, refuser l'état actuel du monde afin de le rendre habitable, pour tous et pour toutes.